

Accès à l'université : la sélection reste taboue

Le terme de « prérequis » ne devrait pas figurer dans le projet du gouvernement, présenté lundi. Mais les candidatures des bacheliers devraient être filtrées.

Le Figaro · 30 Oct 2017 · CAROLINE BEYER @BeyerCaroline

IL N'Y AURAIT PAS de sélection, ni même de prérequis, mais «en même temps», pour reprendre une expression chère à Emmanuel Macron, la route vers l'université pourrait être semée d'embûches pour les lycéens qui n'auraient pas le profil adapté à la licence universitaire convoitée. Avis indicatif du conseil de classe de terminale, possibilité pour les universités de classer les dossiers des candidats et de leur recommander de suivre une remise à niveau... Telles sont les propositions que présentera ce lundi le premier ministre, accompagné de ses ministres de l'Enseignement supérieur et de l'Éducation nationale, à l'issue de la concertation achevée le 19 octobre dernier et des réunions bilatérales menées ensuite avec les différents acteurs.

Objectifs affichés: mettre fin au tirage au sort, réduire le taux d'échec en licence et démocratiser l'enseignement supérieur alors même que les inscriptions ont été multipliées par huit en cinquante ans. Ils se concrétiseront par un projet de loi fin novembre. Le fameux article L612-3 du Code de l'éducation, qui stipule que « le premier cycle universitaire est ouvert à tous les titulaires du baccalauréat », serat-il supprimé ou assorti d'une série d'exceptions ?

«L'idée n'est pas de dire oui ou non, comme dans les filières sélectives, mais de répondre plutôt oui ou oui mais», a récemment expliqué à L'Obs la ministre de l'Enseignement supérieur, Frédérique Vidal, dans ce difficile exercice d'équilibre consistant à ne pas prononcer les mots qui fâchent. La question de la sélection à l'université, le pouvoir exécutif s'y est cassé les dents en 1968... Puis, en 1986, avec le projet Devaquet, retiré à la suite de la mort d'un étudiant, Malik Oussekin. Reste que, selon un sondage Ipsos, 66% des Français sont favorables à une forme de sélection.

« Ne pas dire les choses »

« Le projet du gouvernement est beau sur le papier, mais très vaste et très compliqué. Indubitablement, nous avançons vers une sélection à l'université, mais on invente une véritable usine à gaz pour ne pas dire les choses », explique Olivier Vial, le président du syndicat UNI, classé à droite. Les jurys des établissements universitaires classeraient les candidatures suivant trois catégories (lire ci-dessous), puis, au sein des universités, un «directeur des études» proposerait des parcours à la carte pour réduire les échecs. « À l'issue d'un tel parcours, il est clair qu'un bachelier professionnel ne pourra pas intégrer la première année de médecine. Mais il aurait été tellement plus simple et moins coûteux de définir des prérequis », ajoute Olivier Vial.

Du côté de la Conférence des présidents d'universités (CPU), si l'on salue le cap franchi, on s'inquiète précisément de la charge bureaucratique supplémentaire qui va peser sur les établissements. « D'autant que pour 2018, aucun moyen supplémentaire n'est prévu pour les nouveaux étudiants », ajoute Gilles Roussel, le président de la CPU.